

COPIE NON SIGNÉE - art 792 C.J.
Exemption du droit d'expédition art. 280,
2° du code des droits d'enregistrement

TRIBUNAL DE COMMERCE
francophone de BRUXELLES

Chambre des actions en cessation – Salle E

R.G. : A/17/02218

EN CAUSE DE:

Monsieur R , domicilié à ;

Demandeur comparissant en personne et assisté de Me P. Vanlangendonck, avocat,
avenue Louise 54, 1050 Bruxelles.

CONTRE :

1.Monsieur P , président du conseil d'administration de la SA
Oracom, domicilié à

2.SA de droit français ORACOM, dont le siège social est établi à F-75014 Paris
(France), 168 rue Raymond Losserand, RCS Paris 397.522.657 ;

Défendeurs comparissant par Me F. Lejeune, avocat, avenue des Nerviens 9-31,
1040 Bruxelles.

Vu les pièces de la procédure et notamment les citations enregistrées des 7-4-2017 et
3-5-2017 et les conclusions des parties ;

La demande, telle que précisée en conclusions, tend à entendre condamner les
défendeurs à cesser l'utilisation du titre des magazines « Les Grands Mystères de
l'Histoire » et à retirer la vente du magazine de leur site web et autres supports, dans
le délai de 10 jours à compter de la signification du jugement, sous peine d'astreinte ;

Elle tend également à les entendre condamner au paiement d'indemnités et à la
communication de données permettant le calcul précis de ceux-ci ;

Contexte du litige.

Le demandeur fait valoir qu'il a créé et lancé en 2002 le magazine « Les Grands Mystères de l'Histoire » dont il a été depuis lors et sans interruption le rédacteur en chef et l'éditeur ;

Il précise que le titre de ce magazine a acquis une grande notoriété par la qualité des interventions de ses journalistes lors de conférences diverses ;

Le titre est protégé en France par un dépôt de marque semi-figurative du 29-6-2006 enregistrée auprès de l' INPI pour les classes 9, 16 et 41 ;

La SA Oracom est une société commerciale qui est notamment active dans le secteur de l'information et de l'édition de livres et de magazines ;

Elle édite un magazine intitulé « Les Grands Mystères de l'Histoire » depuis 2014 ;

Le demandeur dit avoir constaté récemment que la SA Oracom portait atteinte à sa marque depuis 2014 en commercialisant des magazines en Belgique et à l'Etranger sous le titre « Les Grands Mystères de l'Histoire » ;

Par lettre du 29-9-2016, le conseil du demandeur a mis les défendeurs en demeure de cesser l'utilisation du titre et d'indemniser le demandeur pour le préjudice subi ;

Le conseil des défendeurs a contesté tout reproche par lettre du 17-11-2016 ;

La procédure judiciaire a été mise en œuvre ;

Discussion.

1.La compétence internationale.

a).En citation, le demandeur fonde son action en cessation sur la marque française qu'il a déposée à l' INPI ainsi que sur les droits d'auteur qu'il revendique ;

Les défendeurs ont soulevé l'incompétence du juge des cessations belge en invoquant le fait qu'ils sont domiciliés en France et que la marque du demandeur a été déposée et enregistrée en France et ne jouit d'aucune protection en Belgique ;

Le demandeur invoque à tort les dispositions de l'article 575 du Code judiciaire qui règlent une question de compétence interne ;

Le demandeur ne justifie pas la compétence internationale du juge des cessations belge pour connaître de sa demande en tant que fondée sur sa marque française ;

b). Le demandeur invoque également une infraction à ses droits d'auteur ;

La compétence du juge des cessations belge ne fait pas l'objet de contestation ;

2. L'action dirigée contre le premier défendeur.

Le défendeur est le président du conseil d'administration de la seconde défenderesse ;
A ce titre, il n'a commis aucun acte propre de contrefaçon de marque ou de violation de droits d'auteur, distinct de celui qui aurait été commis par la seconde défenderesse ;

Il est un des organes de la seconde défenderesse et agit pour le compte et au nom de celle-ci ;

La demande, en tant que dirigée contre le premier défendeur, est recevable mais non fondée ;

3. L'action dirigée contre la seconde défenderesse.

Le demandeur invoque en conclusions une infraction à ses droits d'auteur (page 15, point II. A) tout en se référant aux dispositions d'une loi française régissant les droits de propriété intellectuelle de la marque ;

Les défendeurs relèvent cette confusion en conclusions ;

Le demandeur soutient que le titre litigieux est une création originale qui reflète sa personnalité ;

Le demandeur a la charge de la preuve de l'originalité de son œuvre ;

L'œuvre, entendue comme une création de forme, issue d'une démarche d'un esprit humain dans le domaine littéraire ou artistique, doit satisfaire à la condition d'originalité ; l'originalité requise consiste en définitive à présenter un caractère personnel, la marque d'une personnalité, l'empreinte de l'auteur ou encore un caractère propre, autant de mots signifiant l'exigence que l'œuvre porte en elle la marque d'une élaboration par une personne (De Visscher & Michaux, Précis du droit d'auteur, Bruylant 2000, p.13-15) ;

La nouveauté n'est pas le critère de la protection, mais elle constituera un bon indice pratique de mesure de l'originalité parce que l'empreinte personnelle exigée signifie que l'auteur n'a pas emprunté ou qu'il a fait plus qu'emprunter à des créations préexistantes (o.c. p.22) ;

Le demandeur fait état d'un important succès auprès du lectorat de ses magazines ;

Le demandeur fait valoir que le magazine édité par la défenderesse ne comporte aucune originalité rédactionnelle ni un quelconque travail de recherche sur le plan

journalistique ou historique, puisqu'elle se contente d'une simple traduction de plusieurs publications en langue anglaise ;

Il relève qu'il n'existe dans le traitement des thèmes choisis par la défenderesse aucun travail rédactionnel sérieux, aucun angle critique, qu'elle réédite à plusieurs reprises le même magazine sur le même thème et avec le même contenu et la même présentation en modifiant seulement le titre par « Les grandes affaires de l'Histoire » ;

Les défendeurs rétorquent à juste titre que le succès (prétendu) des magazines du demandeur n'a rien à voir avec l'originalité ;

Ils relèvent que le fait de critiquer l'originalité et le travail rédactionnel de leurs propres magazines n'est pas pertinent et n'établit en rien l'originalité de l'œuvre invoquée par le demandeur ;

Les défendeurs contestent toute originalité dans le titre revendiqué ;

Celui-ci désigne dans le sens courant le thème sur lequel portent les publications litigieuses ;

Les défendeurs établissent que les titres « Mystères de l'histoire », « Les mystères de l'histoire », « Les grands mystères de l'histoire » sont très fréquemment utilisés depuis le début du 20^{ème} siècle par bon nombre d'auteurs et de conférenciers, ainsi qu'il résulte de leurs conclusions (p.29-35) ;

Sauf à considérer que la simple adjonction de l'épithète 'grands' à 'mystères de l'histoire' constituerait un apport et un travail créatif et original reflétant la personnalité du demandeur, le titre « Les grands mystères de l'histoire » n'est en rien original ; il est au contraire d'une grande banalité, et le demandeur ne prouve en rien son apport créatif, sa touche personnelle ;

Le demandeur n'est pas fondé à revendiquer l'originalité ou la paternité de ce titre ;

La demande manque par conséquent de fondement ;

En toute hypothèse, la demande d'indemnités sort de la compétence matérielle du juge des cessations ;

Les défendeurs sollicitent la condamnation du demandeur à une indemnité de procédure maximale en raison du caractère manifestement déraisonnable de la situation ;

Le fait de se tromper sur la portée de ses droits dans une procédure judiciaire ne constitue pas la situation manifestement déraisonnable qui est invoquée ;

En l'espèce, le demandeur postule la condamnation au paiement de 230.000,00 € et 505.000,00 €, soit 735.000,00 € et l'indemnité de procédure de base est dès lors de 12.000,00 € ;

PAR CES MOTIFS, Nous, G. VAN VYVE, vice-Président du tribunal de commerce francophone de Bruxelles, en remplacement du Président, assisté de S. TEHEUX, Greffière.

Statuant contradictoirement,

Vu les dispositions de la loi du 15-6-1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire;

Se déclare incompétent pour connaître de la demande basée sur la marque française ;

Déclare la demande basée sur le droit d'auteur recevable mais non fondée et en déboute le demandeur ;

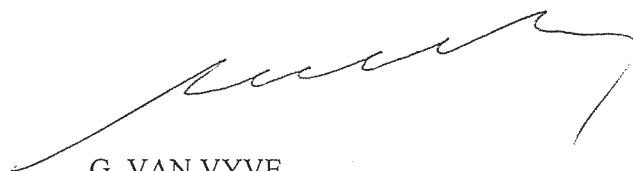
Le condamne aux dépens, liquidés pour les défendeurs à 12.000,00 €.

Ce jugement a été rendu par la Chambre des actions en cessation du tribunal de commerce francophone de Bruxelles, Boulevard de Waterloo 70, Salle E, et prononcé en audience publique et extraordinaire

le 26 JUIN 2017



S. TEHEUX



G. VAN VYVE